

Alimentation : un modèle à redéfinir

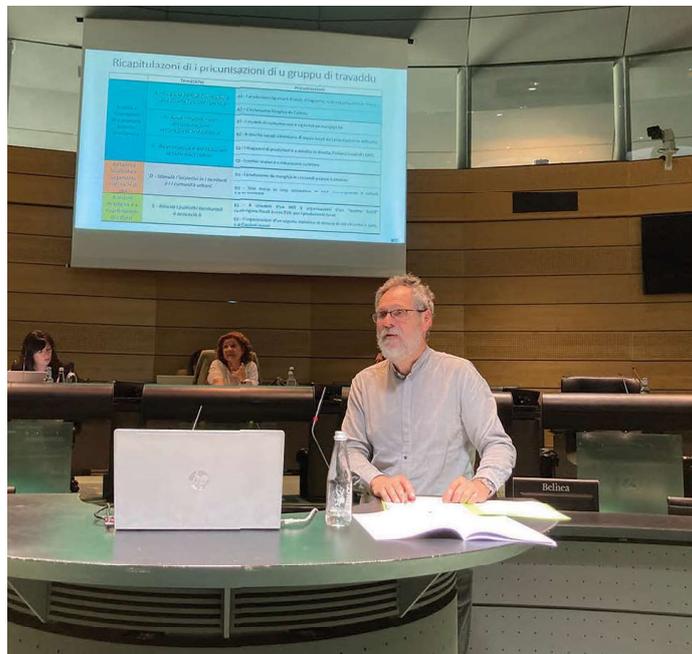
« Manghjà nustrali, un'alta primura » : le Plan Autonomie Alimentaire sur lequel planche le Conseil Economique et Social de Corse préconise de tendre vers moins de dépendance. Ne plus forcément attendre le bateau pour se nourrir, alors que 96% des produits alimentaires consommés en Corse arrivent du continent ? Un changement de modèle défendu par le Cese dans un récent rapport.

Pour ce plan, « grande cause territoriale » depuis 2021, les conseillers du Cese ont procédé à une centaine d'auditions tous secteurs confondus. L'objectif était d'avoir une vision globale, au plus près du réel, décryptant les dépendances alimentaires, mais aussi les ressources locales : circuits courts, Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), cantines scolaires, état du foncier agricole, légumes et fourrages, filières agroalimentaires, enjeux de santé publique dus à la malbouffe..., avec des éléments de comparaison aussi, avec la Sar-daigne ou l'intercommunalité Montpellier.

Il y a urgence ! Si autonomie alimentaire ne signifie ni autarcie, ni autosuffisance, il est vital de restaurer la fonction nourricière d'une partie de la production insulaire. Encore plus dans un contexte géopolitique tendu, dont chacun a pu mesurer les effets dans les rayons ou sur son budget. Les produits locaux n'assurent en effet que 4% des besoins alimentaires en Corse, autant dire pas grand chose. Alors le Cese est allé le plus loin possible dans ses préconisations, aux niveaux du foncier, de la ruralité, de la vente directe, des espaces périurbains, des PAT et même sur les relations avec la grande distribution.

Des causes identifiées

François Casabianca, rapporteur de ce groupe de travail : « Afin de nourrir ce projet de société, il convenait de distinguer ce qui relève des compétences territoriales, ce qui est sous notre responsabilité, et ce qui demeure les capa-



cités d'actions étatiques ou communautaires. » Les moteurs de la dépendance alimentaire sont identifiés, le Cese pointe notamment cet exode rural massif en-grangé il y a longtemps, ce déséquilibre qui a vidé l'intérieur au profit du littoral, alors que dans le même temps, les ceintures vertes autour des villes (même moyennes) sont devenues constructibles et/ou artificialisées, plus de place donc pour la terre nourricière...

Et il y a autre chose, « cette saisonnalité due à un secteur touristique dominant qui a fini par vampiriser la totalité des échanges commerciaux, aliments de base inclus. » Le Cese souhaite donc l'avènement d'une politique réellement volontariste, orientée vers les installations agricoles, avec un cadrage et un accompagnement des activités nourricières, il s'agit

de porter un plan stratégique alimentaire à l'échelle de l'île, sans exclure ni l'export, ni cette périodicité touristique.

Cette nouvelle ambition est déjà amorcée ici et là, grâce aux Projets Alimentaires Territoriaux de Marana-Golo, du Fium'Orbu-Castellu ou de Lisula-Balagna. Des pionniers qui veulent bâtir un écosystème en devenir, combinant la consommation et l'approvisionnement de proximité. Des initiatives s'appuyant sur des données relevées localement, études chiffrées ou enquêtes consommateurs, pour gagner en efficacité

François Casabianca : « Les PAT ont choisi des entrées toutes différentes car ils s'ajustent en épousant la diversité de leurs conditions locales. Nous avons auditionné celui de Lisula-Balagna, qui finance une épicerie éducative et solidaire intercommunale, pour aider les habitants dans leur volonté de manger local. Alors que le Fium'Orbu Castellu, oeuvre en réunissant les acteurs du foncier. Toutefois les enjeux en plaine et en montagne radicalement différents. Mais au final, avec mes collègues du Cese, nous disons que la politique alimentaire est trop sérieuse pour ne la laisser

qu'à l'Etat. Nous préconisons que les PAT soient cogérés avec la Collectivité. Quant à la question d'un Marché Intérieur Territorial (MIT), l'Odarc est déjà très engagé et travaille sur un projet qui prend forme. » Un programme transversal qui intégrera le transport, le maillage territorial, la régulation...

Rééquilibrer l'assiette mais aussi le système

Mises en avant aussi, les vertus du fameux « régime méditerranéen » qui devrait devenir une orientation stratégique, le Cese insiste sur la réappropriation de nos racines culturelles parfois oubliées, « panzarrotti et torta di ceci », avec ces légumineuses, pois chiche, fèves, lentilles..., qui fournissent des protéines végétales et devraient bénéficier d'aides pour leurs mises en cultures locales.

Demeure la problématique de l'omniprésence de la grande distribution, avec ses référencements multiples. François Casabianca insiste : « Les aliments ne sont pas des biens marchands comme les autres. Le poids de géants de l'agro alimentaire, adossée aux grossistes et aux transporteurs, met la Corse en coupé réglée, provoquant la disparition des petits commerces et des épiceries de détail. Stimuler les circuits courts suppose une régulation efficace des surfaces dédiées à l'alimentaire par bassin de vie, en veillant à équilibrer l'urbain et le rural. »

« Ne plus être contraint d'attendre le bateau pour se nourrir au quotidien... » ce rêve de souveraineté peut-il devenir réalité ? Le Cese a en tout cas documenté, à l'intention des acteurs publics, un projet capable de servir d'architecture pour tendre vers un nouveau système d'approvisionnement, moins sujet aux cours internationaux et aux aléas de la mondialisation. Un sujet majeur en tout cas, dont la société corse tout entière devrait se saisir.

Liliane VITTORI

